

Consultation mondiale

Localiser la Conférence internationale sur la population et le développement

1. Contexte

Aujourd'hui, il est largement reconnu que la réalisation des droits des femmes et des filles doit être au cœur du développement. Les origines de cette prise de conscience remontent au Caire en 1994. C'est là, à la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD), que se sont exprimés les différents points de vue qui plaçaient la dignité individuelle et les droits humains au cœur même du développement. Compte tenu des récents changements démographiques et du besoin pressant de stratégies de développement intégrées qui incluent l'accès aux droits sexuels et reproductifs, on reconnaît de plus en plus l'importance des gouvernements locaux dans la résolution des problèmes complexes liés à la mise en œuvre du programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD). Une gouvernance locale efficace et des services publics locaux équitables sont essentiels pour adapter les réponses aux besoins spécifiques des communautés, assurer un développement durable et promouvoir des politiques inclusives qui respectent et concrétisent la vision du programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD).

2. Proposition

Cette consultation mondiale sur la localisation de la CIPD avec les gouvernements locaux vise à rassembler les fonctionnaires des gouvernements locaux, les décideurs politiques et les principales parties prenantes afin de discuter et de formuler des stratégies réalisables qui renforcent les capacités de gouvernance en abordant efficacement les intersections de la dynamique démographique, les défis du développement et les droits sexuels et reproductifs.

3. Objectifs

- a.** Faire mieux comprendre aux fonctionnaires locaux les liens essentiels entre les questions démographiques, le développement durable et la santé et les droits sexuels et reproductifs.
- b.** Identifier les défis et les opportunités dans les contextes locaux, les politiques publiques locales et la fourniture de services qui affectent la santé sexuelle et reproductive et le développement.
- c.** Favoriser les approches collaboratives et partager les meilleures pratiques en matière de formulation et de mise en œuvre des politiques.
- d.** Proposer un engagement politique qui aligne la CIPD avec les priorités de CGLU et des gouvernements locaux.

4. Les participants

Pour une réunion axée sur la localisation de la mise en œuvre du programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD), il

convient d'inclure un large éventail de parties prenantes afin de garantir une approche globale et multidimensionnelle des problèmes. Les participants - environ 60 - devraient représenter divers secteurs susceptibles d'influencer ou d'être influencés par les politiques de population et de développement, notamment en ce qui concerne la santé et les droits sexuels et reproductifs.

Gouvernements locaux et régionaux : Les maires, les gouverneurs, les conseillers et les représentants des départements et services publics locaux tels que la santé, l'éducation, les services sociaux et la planification. Ces élus et fonctionnaires sont essentiels pour faire progresser la localisation du programme d'action de la CIPD.

États membres : Les fonctionnaires des gouvernements nationaux, en particulier de certaines missions permanentes basées à New York. Leur participation peut contribuer à une discussion constructive afin de s'aligner sur les politiques et les programmes nationaux et d'optimiser les ressources.

Universitaires et chercheurs : Des experts en études démographiques, en économie, en santé publique et en sciences sociales de l'UNFPA, mais aussi des invités spéciaux qui peuvent apporter un éclairage basé sur des données et des recommandations fondées sur des preuves.

Organisations de la société civile : Sélection d'organisations internationales basées à New York qui travaillent en étroite collaboration avec des organisations communautaires et peuvent apporter une perspective de terrain sur les besoins et les défis locaux.

Partenaires multilatéraux : Outre l'UNFPA (Fonds des Nations Unies pour la Population) en tant que principal coorganisateur aux côtés de CGLU, d'autres partenaires pertinents des Nations unies peuvent être invités : UNS, UN-Habitat, OMS, PNUD.

Représentants du secteur privé : Les partenaires de l'UNFPA dont le travail est lié à l'agenda de la CIPD, en particulier les industries qui ont un impact sur la santé et le développement ou qui y contribuent, peuvent offrir un espace pour l'innovation et les partenariats.

Représentants de la jeunesse : Les jeunes sont souvent les plus touchés par les politiques relatives à la santé et aux droits sexuels et génésiques. Leur inclusion garantit donc que leurs besoins et perspectives spécifiques sont pris en compte.

5. Résultats attendus

- a. Identification des défis locaux spécifiques et des lacunes dans le traitement des questions liées à la CIPD, en particulier la santé sexuelle et reproductive au niveau local.
- b. Renforcer l'engagement des gouvernements locaux et régionaux à accélérer les progrès, à échanger des connaissances et à se soutenir mutuellement dans la mise en œuvre de politiques efficaces.

c. Lancement d'une déclaration politique pour améliorer les actions liées à la CIPD au niveau local.

Consultation mondiale

Localiser la Conférence internationale sur la population et le développement

PROJET D'ORDRE DU JOUR

12 juillet 2024

Intervenants	Segment	Min	L'heure
Modérateur : CGLU (À CONFIRMER)	Arrivée et inscription	30'	10:30 - 11:00
CGLU Emilia Saiz, Secrétaire générale	Remarques préliminaires : Localiser la CIPD	10'	11:00 - 11:17
UNFPA A CONFIRMER		7'	
Secrétariat de la CIPD30 Elizeu Chaves, Coordinateur exécutif	Objectifs de la réunion	3'	11:17-11:20
Modérateur : CGLU (À CONFIRMER)	Priorités, défis et engagements des gouvernements locaux et régionaux pour localiser le programme d'action de la CIPD	60'	11:20 - 12:20
	Participation politique inclusive et Mouvement Municipal Féministe		
	<ul style="list-style-type: none"> Mme Fatimetou Abdel Malick, Présidente de la Région de Nouakchott (Mauritanie), Coprésidente de CGLU, et Présidente de la Commission permanente de CGLU sur l'égalité des genres, Coprésidente du Groupe consultatif du Secrétaire général des Nations Unies sur les gouvernements locaux et régionaux 	4'	
	<ul style="list-style-type: none"> Mme Francine Farrugia, Conseillère, Siggiewi (Malte), membre de la Commission Jeunes élus du CCRE / PLATFORMA 	4'	
	Mettre fin à la violence à l'égard des femmes		
	<ul style="list-style-type: none"> Mme Ana Lucía Reis, Maire de Cobija (Bolivie), Présidente de l'Association des Municipalités de Bolivie, Co-Présidente de CGLU 	4'	
	<ul style="list-style-type: none"> Mme Clare Hart, Vice-présidente de Montpellier Méditerranée Métropole (France) 	4'	
	<ul style="list-style-type: none"> Mme Leila Sharafi, Chef du Service Genre et Droits de l'Homme, UNFPA 	4'	
	Réduction de la pauvreté		
	<ul style="list-style-type: none"> Mme Maria Helena Jose Correia Langa, membre de l'Assemblée municipale de Mandlakazi (Mozambique) 	4'	
	<ul style="list-style-type: none"> Mme Viviana Obando, Directrice de la Région administrative et de planification du Pacifique (Colombie) 	4'	

	<ul style="list-style-type: none"> • M. Charles Katende, Chef du Service de la planification stratégique, UNFPA <p>Santé publique : fourniture de services de santé sexuelle et reproductive</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mme Shawyn Patterson-Howard, Maire de Mount Vernon (États-Unis) • Mme Véronique Bertholle, Adjointe au Maire de Strasbourg, Affaires européennes (France) • Mr. Will Zeck, Chief, Sexual and Reproductive Health Branch, UNFPA <p>Q&R, Discussion</p>	4'	
	Déjeuner	60'	12:20 - 13:20
Modérateur UNFPA (À CONFIRMER)	<p>Priorités, défis et engagements des gouvernements locaux et régionaux pour localiser le programme d'action de la CIPD</p> <p>Action locale pour la mobilité humaine</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Wilson Sanya, Maire de Koboko (Ouganda) • Mme Véronique Bertholle, Adjointe à la Maire de Strasbourg, Affaires européennes (France) • Mme Priscilla Idele, Chef du Service de la population et du développement, UNFPA <p>Action pour le climat</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. André Viola, Conseiller départemental de l'Aude (France) • Mme Gail Macgregor, Conseillère, Annandale North (Royaume-Uni) et porte-parole de l'environnement et de l'économie de COSLA <p>Education</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mme María José García-Pelayo, Maire de Jerez de la Frontera (Espagne), Présidente de la Fédération espagnole des municipalités et des provinces (FEMP) • Mme Heida Bjorg Helgadóttir, Présidente de l'Association islandaise des autorités locales (Islande) <p>Technologie et numérisation inclusive</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mme Fatiha El Moudni, Maire de Rabat (Maroc) • Mme Elisenda Alamaný Gutiérrez, Vice-Présidente chargée des relations internationales et de Digital Metropolis, Aire Métropolitaine de Barcelone (Espagne) • Mme Nigina Muntean, Cheffe de l'innovation, UNFPA 	50'	13:30 - 14:20
	Discussion ouverte	45'	14:20 - 15:05
	Pause	30'	15:05- 15:35

<p>CGLU Fatimetou Abdel Malick, présidente de la région de Nouakchott (Mauritanie), coprésidente de CGLU, et/ou Emilia Saiz, Secrétaire générale de CGLU</p> <p>UNFPA A CONFIRMER</p>	<p>Principaux enseignement: Au-delà de 2024</p> <p>Photo de groupe et clôtüre</p>	<p>25'</p>	<p>15:35- 16:00</p>
---	--	------------	---------------------